



Loi de finances rectificative portant budget de l'Etat pour l'année 2020

RAPPORT DE PRESENTATION

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2020

RAPPOT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
I. SITUATION ECONOMIQUE A FIN DECEMBRE 2020.....	4
II. MODIFICATIONS DU BUDGET 2020.....	4
II.1 Recettes et dépenses budgétaires	4
II.1.1 Recettes budgétaires	4
II.1.2 Dépenses budgétaires	5
II.2 Ressources et charges de trésorerie.....	6
II.2.1 Ressources de trésorerie.....	6
II.2.2 Charges de trésorerie.....	7
II.3 Recettes et dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor.....	7
CONCLUSION	7
ANNEXES	8

INTRODUCTION

La crise sanitaire mondiale, liée à la pandémie de la Covid-19, a induit une révision à la baisse des perspectives de croissance de l'économie, avec une forte contraction de 4,7% en 2020 contre une croissance de +3,3% initialement prévue par le Fonds Monétaire International.

Au plan national, cette crise a entraîné un ralentissement de l'activité économique, induisant un repli de la progression du PIB réel qui ressortirait à 1,8% contre 7,2% initialement prévu. Pour contenir les effets négatifs de cette pandémie sur l'économie et la vie sociale, le Gouvernement a adopté un plan de riposte sanitaire et un plan de soutien économique, social et humanitaire.

Au plan budgétaire, les prévisions initiales des ressources et des dépenses du budget de l'Etat ont été révisées pour prendre en compte l'impact combiné des facteurs suivants :

➤ Au titre des ressources

- une contraction des recettes fiscales, liée au ralentissement de l'activité économique induit par les effets de la pandémie et à la performance moindre que prévue, enregistrée à fin 2019 ayant servi de base aux hypothèses de projections initiales 2020;
- des mesures d'allègement fiscal prises par le Gouvernement, dans le cadre du plan de soutien économique, social et humanitaire mis en œuvre;
- un accroissement des recettes non fiscales, en rapport principalement avec la prise en compte des produits de commissions sur transferts hors UEMOA non initialement prévus ;

- le report de certaines opérations de privatisations et ventes d'actifs initialement prévues en 2020 ;

- les appuis budgétaires additionnels obtenus des partenaires techniques et financiers en soutien à la lutte contre les effets négatifs de la Covid-19 ;

- les nouveaux accords de financement extérieur de projets signés en cours d'exercice ;

➤ Au titre des dépenses

- la mise en œuvre du plan de riposte sanitaire ;

- la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire ;

- les charges financières résultant des mobilisations additionnelles de ressources sur les marchés monétaire et financier, opérées en 2019 ;

- l'intégration de nouveaux projets dont les conventions ont été signées en cours d'exercice;

- le besoin de renforcement de certains crédits d'investissements, notamment dans les domaines de la santé, de la sécurité, de l'accès à l'eau potable et de l'éducation-formation ;

- l'impact de la restructuration de la dette portant sur le profil des échéances de remboursement.

Au total, les modifications envisagées se traduisent par une hausse globale du niveau du budget de **354,4 milliards de FCFA**, liée principalement aux concours extérieurs finançant le plan de riposte sanitaire et des projets cofinancés.

L'équilibre budgétaire s'établit ainsi à **8.415,4 milliards de FCFA** contre **8.061 milliards de FCFA** initialement prévus. Les détails des modifications intervenues sont exposés dans le présent projet de Loi de Finances rectificative au titre de l'année 2020.

I. SITUATION ECONOMIQUE A FIN DECEMBRE 2020

Au plan international, l'économie mondiale devrait se contracter de 4,7% en 2020 après une progression de 2,8% en 2019, en liaison principalement avec l'impact économique des mesures mises en œuvre pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

En Afrique Sub-saharienne, la croissance serait de -3,1% en 2020 contre 3,1% en 2019.

Au plan national, la croissance de l'économie devrait s'établir à 1,8% à fin 2020 contre une prévision initiale de 7,2%.

De façon spécifique, le **secteur primaire** devrait baisser de 1,3% contre une hausse de 5,3% en 2019, en relation avec le repli de la sylviculture (-16,5%) et de l'agriculture d'exportation (-2,2%). Cette baisse de l'agriculture d'exportation découlerait notamment de la réduction de la production du cacao (-8,3%), liée au repos végétatif et à la destruction des plantations atteintes par le swollen shoot.

Le **secteur secondaire** progresserait de 1,6% contre 11,5% en 2019, en lien principalement avec la hausse du secteur énergie (+11,1%) et des BTP (+6,0%) combinée à la baisse des produits pétroliers (-26,9%), de l'extraction minière (-4,8%) et des industries agroalimentaires (-1,3%).

Pour le **secteur tertiaire**, la croissance ressortirait à 1,8% en 2020 contre 4,9% en 2019, sous l'impulsion des télécommunications (+30,3%) combinée à la baisse du commerce (-0,6%) et du transport (-1,8%).

L'inflation serait contenue à 1,0% en 2020, dans les limites de la norme communautaire. En effet, la pandémie de la Covid-19 a suscité la hausse des prix qui a par la suite été maîtrisée grâce aux mesures

prises pour approvisionner les marchés en biens de consommation finale et à la poursuite de la politique de lutte contre la cherté de la vie.

La demande connaîtrait une faible progression avec les investissements qui évolueraient de 9,3% et une baisse de la consommation finale de 0,4%.

S'agissant des **échanges extérieurs**, les **importations** de biens et services et les **exportations** baisseraient respectivement de 5,5% et de 10,0% en lien avec la réduction des échanges internationaux à la suite de la pandémie.

II. MODIFICATIONS DU BUDGET 2020

II.1 Recettes et dépenses budgétaires

II.1.1 Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires, prévues initialement à 4.379,5 milliards de FCFA, enregistrent une révision à la baisse de **515,5 milliards de FCFA** pour se situer à **3.864,0 milliards de FCFA**.

➤ Au titre des recettes fiscales

Les prévisions de recettes fiscales, qui se situaient initialement à 3.940,8 milliards de FCFA, sont révisées à **3.501,0 milliards de FCFA**, soit une contraction de **439,8 milliards de FCFA**.

En effet, les recettes issues de la fiscalité intérieure, prévues initialement à 2.238,4 milliards de FCFA, sont révisées à 1.894,3 milliards de FCFA, soit une baisse de 344,1 milliards de FCFA, imputable à l'impact sur les activités économiques de la crise liée à la Covid-19 (-145,9 milliards de FCFA), au coût des mesures fiscales du plan de soutien économique, social et humanitaire (-90 milliards de FCFA) et à la performance moindre enregistrée à fin 2019 par rapport

aux hypothèses ayant servi de base aux projections initiales (-108,2 milliards de FCFA).

Quant aux recettes douanières, elles sont révisées à 1.606,7 milliards de FCFA contre une prévision initiale de 1.702,4 milliards de FCFA, soit un recul de 95,7 milliards de FCFA qui s'explique essentiellement par l'impact de la Covid-19 sur les activités économiques (-89,2 milliards de FCFA), ainsi qu'au coût des mesures douanières du plan de soutien économique, social et humanitaire (-6,5 milliards de FCFA).

➤ **Au titre des recettes non fiscales**

Les prévisions des recettes non fiscales connaissent une hausse de **9,0 milliards de FCFA** pour s'établir à **88,0 milliards de FCFA**, contre 79,0 milliards de FCFA dans le budget initial, en rapport principalement avec la prise en compte des produits de commissions sur transferts hors UEMOA non initialement prévus, de 13 milliards de FCFA.

➤ **Au titre des dons**

Les dons, prévus initialement à 359,7 milliards de FCFA, enregistrent une baisse nette de 84,7 milliards de FCFA, résultant essentiellement de la réduction de 81,1 milliards de FCFA des ressources attendues dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) et du Programme de Conversion de Dettes (PCD), en contrepartie des remboursements de dette initialement prévus mais reportés conformément à l'application du moratoire accordé par les pays du G20.

En outre, les ressources prévues au titre des dons-projets connaissent une baisse de 26,9 milliards de FCFA. Cependant, dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, des dons ont été accordés par l'Union Européenne, la Banque Européenne d'Investissement et diverses autres structures respectivement pour des montants de 3,3 milliards de FCFA, 16,4 milliards de FCFA et 3,6 milliards de FCFA.

II.1.2 Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires enregistrent une hausse globale nette de **765,6 milliards de FCFA**, passant de 5.807,2 milliards de FCFA prévus initialement à **6.572,8 milliards de FCFA**.

Cette hausse nette résulte principalement de l'effet combiné de la prise en compte de l'augmentation des charges financières de la dette, des charges liées au plan de riposte sanitaire et au plan de soutien économique, social et humanitaire, ainsi que de certains ajustements opérés sur les dépenses.

➤ **Au titre des charges financières de la dette**

Les charges financières de la dette publique, composées des intérêts ainsi que des frais et commissions, augmentent de **117,1 milliards de FCFA**, passant de 643,0 milliards de FCFA à **760,1 milliards de FCFA**.

Cette hausse s'explique principalement par le coût des mobilisations additionnelles de ressources sur les marchés monétaire et financier opérées en 2019.

➤ **Au titre des achats de biens et services**

Les crédits consacrés à l'acquisition des biens et services, initialement programmés à 747,9 milliards de FCFA, sont révisés à **763,9 milliards de FCFA**, soit une hausse nette de **16,0 milliards de FCFA** à la suite de l'effet combiné de certaines réductions opérées pour faire face aux charges induites par la lutte contre la Covid-19 et la prise en compte des nouvelles dépenses liées au plan de riposte sanitaire.

➤ **Au titre des transferts**

Initialement prévus à 545,8 milliards de FCFA, les transferts courants sont révisés à **869,1 milliards de FCFA**, soit une augmentation nette de **323,3 milliards de FCFA**, principalement en lien avec la prise en compte des dépenses liées au plan de soutien économique, social et humanitaire (**323,5 milliards de FCFA**).

➤ Au titre des dépenses d'investissement

Les crédits d'investissement connaissent une hausse nette de **309,3 milliards de FCFA**, portant le niveau global à **2.409,6 milliards de FCFA** contre 2.100,3 milliards de FCFA initialement programmés.

Cette évolution résulte de la nécessité de prendre en compte les besoins de renforcement de certains crédits d'investissements notamment dans les domaines de la santé, de la sécurité, de l'accès à l'eau potable et de l'éducation-formation, ainsi que les nouveaux accords de financement extérieur signés en cours d'exercice, en dépit de la réduction de 153,8 milliards de FCFA opérée sur les dépenses d'investissement financées sur Trésor pour faire face à la lutte contre la Covid-19.

II.2 Ressources et charges de trésorerie

II.2.1 Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie, prévues initialement à 2.921,7 milliards de FCFA, sont révisées à **3.879,3 milliards de FCFA**, soit une augmentation de **957,6 milliards de FCFA**.

➤ Au titre des appuis budgétaires

Dans le cadre du financement du plan de riposte sanitaire et du plan de soutien économique, social et humanitaire, le Gouvernement a bénéficié d'appuis budgétaires additionnels d'un montant de **1.015,6 milliards de FCFA**, faisant passer le montant total des appuis budgétaires de 321,8 milliards de FCFA initialement prévus à **1.337,3 milliards de FCFA**.

Ces appuis additionnels proviennent du Fonds Monétaire International dans le cadre de la Facilité Rapide de Crédit (535,9 milliards de FCFA), de la Banque mondiale (223,7 milliards de FCFA), de la Banque Africaine de Développement (101,0 milliards de FCFA), de l'Agence

Française de Développement (23,3 milliards de FCFA), du Gouvernement allemand (26,1 milliards de FCFA), de la BOAD (15 milliards de FCFA) et d'autres partenaires techniques et financiers (90,6 milliards de FCFA).

➤ Au titre des emprunts-projets

Les prévisions de tirages sur emprunts-projets enregistrent une hausse de **182,5 milliards de FCFA** pour s'établir à **1.160,3 milliards de FCFA** contre 977,8 milliards de FCFA initialement projetés.

Cet ajustement s'explique par la prise en compte de nouveaux projets financés sur emprunts extérieurs dont les accords de financement ont été signés en cours d'exercice.

➤ Au titre des autres ressources de trésorerie

Les produits de privatisations et ventes d'actifs, initialement attendus à hauteur de 126,3 milliards de FCFA, ont été révisés à **1 milliard de FCFA** du fait du report de certaines opérations, induit par la crise sanitaire due à la Covid-19.

En outre, les objectifs de mobilisation de ressources sur les marchés monétaire et financier ont été revus à la baisse à **1.246,6 milliards de FCFA** contre une prévision initiale de 1.494,4 milliards de FCFA, pour tenir compte des ressources additionnelles reçues au titre des appuis budgétaires.

Par ailleurs, des ressources perçues au cours des années antérieures au titre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) et restant disponibles en 2020, ont fait l'objet d'intégration pour un montant de 124,2 milliards de FCFA, en vue de financer les projets additionnels C2D.

Quant aux remboursements des entreprises publiques au titre des prêts rétrocédés, ils enregistrent une hausse de 8,5 milliards de FCFA pour se

fixer à **10 milliards de FCFA** contre 1,5 milliard de FCFA initialement prévu, eu égard aux paiements déjà perçus en cours d'exercice.

II.2.2 Charges de trésorerie

Les remboursements du capital de la dette publique, prévus initialement à 1.494,1 milliards de FCFA, ont été révisés à **1.170,6 milliards de FCFA**, soit une baisse de **323,5 milliards de FCFA**.

Cette évolution résulte de la prise en compte du moratoire accordé par les pays membres du G20, ainsi que de l'impact des opérations de gestion active de la dette sur le profil des échéances de remboursement.

II.3 Recettes et dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor

Les recettes et les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor enregistrent une baisse de **87,6 milliards de FCFA** pour s'établir à **672,1 milliards de FCFA**, contre une prévision initiale de 759,7 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse globale des recettes fiscales.

CONCLUSION

Le nouvel équilibre du budget 2020 est arrêté en ressources et en dépenses à **8.415,4 milliards de FCFA** contre 8.061,0 milliards de FCFA prévu initialement, soit une hausse globale nette de **354,4 milliards de FCFA**.

Le Collectif budgétaire pour l'année 2020 permet d'apporter une réponse efficace à la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de la Covid-19, tout en poursuivant les objectifs de développement économique et d'amélioration des conditions de vie des populations.

Compte tenu de ce qui précède, l'autorisation du Parlement est sollicitée pour l'adoption du projet de Loi de Finances rectificative portant budget de l'Etat pour l'année 2020.

ANNEXES

- Annexe 1** : Cadrage Budgétaire du Collectif 2020
- Annexe 2** : Evolution des recettes fiscales 2020
- Annexe 3** : Evolution des recettes non fiscales 2020
- Annexe 4** : Service prévisionnel révisé de la dette publique 2020
- Annexe 5** : Evolution des projets C2D et PCD dans le budget 2020
- Annexe 6** : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Annexe 1 : Cadrage budgétaire du collectif 2020

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2020			DEPENSES	Budget 2020		
	Voté	Modifications	Collectif		Voté	Modifications	Collectif
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES	3 940,8	-439,8	3 501,0	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	643,0	117,0	760,1
- DGI	2 226,3	-342,1	1 884,2	Dettes intérieure	252,6	44,2	296,9
dont revenus de pétrole	27,0	-1,3	25,7	Dettes extérieure	390,4	72,8	463,2
<i>dont arriérés dus par PETROCI</i>	2,6	0,0	2,6	PERSONNEL	1 770,1		1 770,1
revenus de gaz	64,4	0,0	64,4	Gestion Solde	1 265,9		1 265,9
- TRESOR	12,1	-2,0	10,1	Police	94,9		94,9
dont impôts sur revenus et salaires	10,9	-2,0	8,9	Militaire	153,8		153,8
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 702,4	-95,7	1 606,7	EPN	154,1		154,1
dont DUS	419,2	-13,0	406,2	Institutions nationales	59,3		59,3
				Rémun. Person. local ambass.	24,1		24,1
				Transferts aux collect. Décen.	6,2		6,2
				Divers	11,8		11,8
RECETTES NON FISCALES	79,0	9,0	88,0	BIENS ET SERVICES	747,9	16,0	763,9
Recettes non fiscales Trésor	49,1	13,0	62,0	Abonnement	110,2		110,2
Revenus du domaine DGI	29,7	-3,7	26,0	Organisation des élections	75,9		75,9
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	Carburant des armées	14,0		14,0
Licences de télécommunication	0,2	-0,2	0,0	Fonds de réserves Café-cacao	1,0	-0,5	0,5
				Alimentation des armées	41,7	-3,2	38,5
				Plan de Riposte Sanitaire / Coronavirus (hors projet SPARK Banque mondiale)		50,9	50,9
				Autres achats de biens et services	505,2	-31,2	474,1
DONS	359,7	-84,7	275,0	TRANSFERT	545,8	323,3	869,1
Dons programmes	169,3	-61,4	107,9	Subventions aux écoles privées	138,9	-35,7	103,2
AFD (C2D)	147,6	-73,8	73,8	Subvention au secteur électricité	14,0		14,0
GVT Espagnol (PCD)	7,3	-7,3	0,0	Fonctionnement CNS et sécurisation des élections	15,0	15,0	30,0
UE	14,4	3,3	17,7	Bourses et péculés	50,2		50,2
BEI		16,4	16,4	Transfert aux collectivités	23,7	-4,5	19,2
Dons projets	190,4	-26,9	163,5	Plan de soutien économique, social et humanitaire/Coronavirus		323,5	323,5
Autres dons		3,6	3,6	Autres dépenses de lutte contre la Covid-19		14,8	14,8
				Autres transferts	304,0	10,2	314,2
				INVESTISSEMENT	2 100,3	309,3	2 409,6
				- Trésor	932,1	153,7	1 085,7
				Projets C2D et PCD (AFD et Espagne)	154,9		154,9
				Investissement des collectivités	51,3	-10,0	41,3
				Investissement CNS	8,0	12,2	20,2
				Fonds d'Etudes	10,0	-5,0	5,0
				Restructuration des banques	5,0	1,0	6,0
				Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA)	47,4	-13,0	34,4
				Infrastructures CAN 2023	20,0	5,0	25,0
				Couverture Maladie Universelle (CMU)	11,7	-15,0	-3,3
				Autres investissements	623,8	140,4	764,2
				- Financement extérieur des projets	1 168,2	155,6	1 323,8
				Emprunts-projets	977,8	182,5	1 160,3
				Dons-projets	190,4	-26,9	163,5
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES (I)	4 379,5	-515,5	3 864,0	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES (II)	5 807,2	765,6	6 572,8
Solde budgétaire de l'Administration centrale (I)-(II)	-1 427,7	-	-2 708,8				
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	-125,3	1,0	Amortissement de la dette publique	1 494,1	-323,5	1 170,6
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	1,5	8,5	10,0	Dette intérieure	1 015,1	-172,3	842,7
Intégration de ressources C2D		124,2	124,2	Dette extérieure	479,0	-151,2	327,8
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 494,4	-247,8	1 246,6				
Emprunts programmes	321,8	1 015,6	1 337,3				
FMI	152,5	535,9	688,4				
Banque Mondiale	113,5	223,7	337,2				
Banque Africaine de Développement	49,2	101,0	150,2				
AFD (Autre appui budgétaire)	6,6	23,3	29,8				
Allemagne		26,1	26,1				
BOAD		15,0	15,0				
Autres emprunts-programmes		90,6	90,6				
Emprunts-projets	977,8	182,5	1 160,3				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE (III)	2 921,7	957,6	3 879,3	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE (IV)	1 494,1	-323,5	1 170,6
Solde de trésorerie (III)-(IV)	1 427,7	-	2 708,8				
RECETTES ET DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR							
Fonds d'investissements en Milieu Rural (FIMR)	7,7		7,7	Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR	7,7		7,7
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	147,1	-6,9	140,1	Programme d'entretien routier / FER	147,1	-6,9	140,1
Recettes affectées aux collectivités	159,9	-27,0	133,0	Dépenses des collectivités sur recettes affectées	159,9	-27,0	133,0
TSU SIR	61,2	-0,8	60,5	TSU SIR	61,2	-0,8	60,5
Prélèvement communautaire (PCC-PCS)	55,0	-2,6	52,4	Prélèvement communautaire (PCC-PCS)	55,0	-2,6	52,4
Taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	9,2	-1,4	7,7	Taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	9,2	-1,4	7,7
Parafiscalité anacarde	26,6	-1,1	25,6	Parafiscalité anacarde	26,6	-1,1	25,6
Autres recettes affectées et parafiscalité	293,0	-47,9	245,1	Autres dépenses sur recettes affectés	293,0	-47,9	245,1
TOTAL DES RECETTES DES CST (V)	759,7	-87,6	672,1	TOTAL DES DEPENSES DES CST (VI)	759,7	-87,6	672,1
TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (I)+(III)+(V)	8 061,0	354,4	8 415,4	TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT (II)+(IV)+(VI)	8 061,0	354,4	8 415,4
PIB nominal	36 044,0		35 124,6	Masse salariale en % du PIB	4,9%		4,9%
Recette fiscale TOFE	4 742,1		4 191,4	Masse salariale en % des recettes fiscales	37,3%		37,3%
Pression fiscale	13,2%		11,9%	Investissement Budget en % du PIB	5,8%		6,7%

Sources : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales 2020

En milliards de FCFA

	Budget 2019		Budget 2020		
	Voté	Réalisation	Voté	Evolution	Collectif
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 649,1	3 462,0	3 940,8	-439,8	3 501,0
<i>dont recettes hors DUS</i>	<i>3 267,0</i>	<i>3 046,9</i>	<i>3 521,6</i>	<i>-426,8</i>	<i>3 094,8</i>
DGI	2 085,9	1 900,8	2 226,3	-342,1	1 884,2
Impôts directs	1 206,4	1 058,9	1 262,4	-240,4	1 022,0
Impôts sur bénéfices	520,4	459,2	509,3	-119,4	389,9
- BIC hors pétrole	401,5	334,5	414,4	-108,9	305,5
- BIC pétrole et gaz	80,6	102,2	66,3	-3,2	63,1
<i>dont gaz imputé</i>	<i>46,2</i>	<i>52,2</i>	<i>46,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>45,1</i>
- Impôt synthétique	7,2	5,2	7,1	-3,5	3,6
- Prélèvement AIRSI	31,1	17,3	21,5	-3,8	17,7
Impôts sur revenus et salaires (<i>hors FDFP</i>)	565,3	508,9	605,6	-81,7	523,9
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	120,7	90,8	147,5	-39,3	108,2
Impôts indirects	879,5	841,9	963,9	-101,7	862,2
TVA (<i>hors part secteur électricité</i>)	492,4	434,4	533,9	-63,6	470,3
TOB	76,9	70,4	85,0	-7,7	77,3
Taxes sur boissons et tabacs	50,4	49,3	59,3	-7,6	51,7
Droits d'enregistrement et de timbre	113,1	133,1	127,6	2,0	129,7
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>33,3</i>	<i>53,5</i>	<i>41,0</i>	<i>1,8</i>	<i>42,8</i>
Patentes et Licences	11,8	18,2	12,6	0,2	12,9
Taxe sur les télécommunications	56,2	53,3	63,2	-14,9	48,3
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques	30,5	16,2	35,6	-14,9	20,7
Taxe ad valorem (secteur minier)	11,8	18,5	19,0	3,8	22,8
Accises et autres taxes indirectes (<i>hors revenus du domaine et taxes affectées</i>)	1,8	5,4	2,6	-1,0	1,6
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	34,6	43,1	25,1	2,0	27,0
<i>dont gaz imputé</i>	<i>19,8</i>	<i>22,4</i>	<i>18,1</i>	<i>1,2</i>	<i>19,3</i>
TRESOR	9,4	12,1	12,1	-2,0	10,1
Impôts directs	7,8	10,7	10,9	-2,0	8,9
Impôts sur revenus et salaires	7,8	10,7	10,9	-2,0	8,9
Impôts indirects	1,7	1,4	1,2	0,0	1,2
Timbres et vignettes	1,7	1,4	1,2	0,0	1,2
DGD	1 553,7	1 549,1	1 702,4	-95,7	1 606,7
Droits et taxes à l'importation	1 171,6	1 134,0	1 283,2	-82,7	1 200,5
Taxes sur produits pétroliers (<i>hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015</i>)	229,4	109,5	289,6	73,0	362,7
Taxes hors produits pétroliers (<i>hors SGS, PCS et PCC</i>)	942,2	1 024,5	993,6	-155,8	837,8
Taxes à l'exportation	382,1	415,1	419,2	-13,0	406,2
REVENUS DU DOMAINE	32,3	17,9	29,7	-3,7	26,0
RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE	727,5	682,8	759,7	-87,6	672,1
FDFP	24,6	22,3	28,0	-6,0	22,0
Fonds de financement de la salubrité urbaine / ANAGED	34,3	44,3	50,8	-10,7	40,0
ONAD	8,6	7,1	12,7	-2,7	10,0
TVA secteur électricité	29,9	50,4	42,2	-13,3	28,9
Vignettes et patentes Part FER	30,9	28,0	32,3	-8,7	23,6
Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)	117,4	106,1	114,8	-13,4	101,3
PCS, PCC, UA et SGS	105,3	68,0	103,7	-12,9	90,9
Recettes affectées aux collectivités	159,4	121,7	159,9	-27,0	133,0
FIMR	12,5	11,0	7,7	0,0	7,7
Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse	33,3	14,1	27,8	0,0	27,8
Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	10,8	17,2	4,7	0,0	4,7
TSU SIR	53,1	68,5	61,2	-0,8	60,5
Taxe Spécifique sur Equipement (TSE)	16,0	19,1	16,0	0,0	16,0
Parafiscalité anacarde	26,6	8,1	26,6	-1,1	25,6
Recettes de péages (FER)					15,2
Autres Taxes affectées	64,8	96,9	71,3	-6,3	65,1
TOTAL RECETTES FISCALES (hors FIMR)	4 396,3	4 151,7	4 742,1	-550,7	4 191,4
PIB nominal	27 484,7	34 298,9	36 044,0		35 124,6
Pression fiscale TOFE	16,0%	12,1%	13,2%		11,9%
Sources : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD					

Annexe 3 : Evolution des recettes non fiscales 2020

En milliards de Franc CFA

	Budget 2019		Budget 2020		
	Voté	Réalisation	Voté	Evolution	Collectif
Recettes non fiscales du Trésor¹	32,5	75,6	49,1	13,0	62,0
Dividendes PETROCI	5,0	9,8	8,2		8,2
Autres Dividendes (SIB, SGBCI, autres)	9,0	18,2	11,8		11,8
Recettes des services	18,5	47,6	29,1	13,0	42,1
Revenus du domaine (y/c bonus de signature)	32,3	26,0	29,7	-3,7	26,0
Redevance téléphonie cellulaire	20,6	19,4	0,2	-0,2	0,0
TOTAL	85,3	120,9	79,0	9,0	88,0

Sources : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

¹ L'écart positif de 43,1 milliards de FCFA enregistré au titre des recettes non fiscales en 2019 s'explique principalement par un niveau plus élevé de paiement à l'Etat de dividendes par les entreprises publiques (+14 milliards de FCFA), du fait des résultats comptables de l'année 2018 meilleurs qu'attendus, ainsi que par la perception de commissions sur transferts hors UEMOA non initialement prévus (+19,2 milliards de FCFA).

Annexe 4 : Service prévisionnel révisé de la dette publique 2020

Montants en milliards FCFA

CREANCIERS	Prévisions initiales			Modifications				Prévisions révisées		
	Capital	Interets	Total	Capital	Interets	Total	Dont impact du moratoire	Capital	Interets	Total
DETTE INTERIEURE	1 015,1	252,6	1 267,7	-172,3	44,2	-128,1		842,7	296,9	1 139,6
Banque centrale	3,5	6,7	10,3	-0,1	-0,1	-0,2		3,5	6,6	10,1
Banques commerciales	38,8	7,7	46,5	7,3	-0,5	6,7		46,1	7,1	53,2
Titres publics	968,2	228,8	1 197,0	-179,9	18,6	-161,3		788,3	247,4	1 035,7
Bons du Trésor	115,2	20,3	135,5	-19,7	0,6	-19,1		95,5	20,9	116,4
Obligations du Trésor	521,3	68,3	589,6	-155,3	0,8	-154,5		366,0	69,1	435,1
Emprunts obligataires	331,6	140,3	471,9	-4,9	17,2	12,3		326,7	157,5	484,2
Entreprises	4,5	0,6	5,1	0,4	0,0	0,3		4,8	0,6	5,4
Commissions et frais	0,0	8,8	8,8	0,0	26,3	26,3		0,0	35,1	35,1
DETTE EXTERIEURE	479,0	390,4	869,4	-151,2	72,8	-78,4	-119,4	327,8	463,2	791,0
Multilatéraux	142,6	42,2	184,8	-4,6	3,3	-1,3		138,1	45,4	183,5
Bilatéraux	224,0	36,9	260,9	-119,8	-20,2	-140,0	-119,4	104,3	16,7	120,9
Club de Paris	177,7	1,8	179,5	-84,7	-0,3	-85,0	-82,9	93,0	1,4	94,5
<i>dont C2D et PCD</i>	<i>157,1</i>	<i>0,0</i>	<i>157,1</i>	<i>-83,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-83,3</i>	<i>-81,0</i>	<i>73,8</i>	<i>0,0</i>	<i>73,8</i>
Autres bilatéraux	46,3	35,1	81,4	-35,0	-19,9	-54,9	-36,5	11,2	15,2	26,5
Créanciers privés	112,3	306,5	418,8	-26,8	60,3	33,4		85,5	366,8	452,3
Eurobonds	57,8	252,7	310,5	-23,7	35,5	11,9		34,2	288,2	322,4
Autres créanciers privés	54,5	53,8	108,3	-3,1	24,7	21,6		51,3	78,6	129,9
Commissions et frais	0,0	4,9	4,9	0,0	29,5	29,5		0,0	34,3	34,3
<i>Dont impact du moratoire</i>				<i>-96,9</i>	<i>-22,5</i>	<i>-119,4</i>				
TOTAL DETTE PUBLIQUE	1 494,1	643,0	2 137,1	-323,5	117,0	-206,5	-119,4	1 170,6	760,1	1 930,6

Annexe 5 : Evolution des projets C2D et PCD dans le budget 2020

Montants FCFA

Projets	Budget 2020		
	Voté	Evolution	Collectif
Projets C2D	147 590 325 000	50 370 837 842	197 961 162 842
Primature et Services Rattachés	0	4 378 134 535	4 378 134 535
Fonds d'Etudes Renforcement des Capacités / 2ème C2D	0	4 378 134 535	4 378 134 535
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	5 059 570 000	-3 000 000 000	2 059 570 000
Appui à la réinsertion des militaires démobilisés /2ème C2D	5 059 570 000	-3 000 000 000	2 059 570 000
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	8 000 000 000	2 598 168 006	10 598 168 006
Mettre en oeuvre le projet d'Economie et d'Ecologie des Territoires Ruraux	8 000 000 000	2 598 168 006	10 598 168 006
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	6 969 334 000	9 871 807 611	16 841 141 611
Appuyer le ministère par le programme justice /2ème C2D	6 969 334 000	9 871 807 611	16 841 141 611
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	4 498 286 399	9 760 183 162	14 258 469 561
Filières Agricoles Durables en C.I (FADCI)/2ème C2D	4 498 286 399	9 760 183 162	14 258 469 561
Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	25 287 787 000	6 284 086 871	31 571 873 871
Infrastructures Route/ 2ème C2D	25 287 787 000	6 284 086 871	31 571 873 871
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	0	32 486 238 589	32 486 238 589
Education de base (2ème C2D)	0	32 486 238 589	32 486 238 589
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	16 756 000 000	4 144 176 872	20 900 176 872
Transférer les crédits d'investissement du programme de développement éducation formation et insertion des jeunes (Composante Ens. Sup)	1 756 000 000	-1 756 000 000	0
Enseignement Supérieur / 2ème C2D	15 000 000 000	5 900 176 872	20 900 176 872
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	29 647 195 000	2 024 334 554	31 671 529 554
Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS)/2ème C2D)	29 647 195 000	-16 439 096 905	13 208 098 095
Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS)/C2D1	0	9 813 431 481	9 813 431 481
Projet de Renforcement du Système de Santé + (PRSS+)/2ème C2D	0	8 649 999 978	8 649 999 978
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	0	155 716 458	155 716 458
Filières Agricoles Durables de CI (FADCI) - MINEDD/2ème C2D	0	155 716 458	155 716 458
Ministère des Eaux et Forêts	0	991 548 269	991 548 269
Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINEF)/C2D	0	991 548 269	991 548 269
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	5 800 074 938	2 500 000 000	8 300 074 938
Mettre en oeuvre le Programme Emploi Jeunes C2D	5 800 074 938	2 500 000 000	8 300 074 938
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	5 506 688 500	0	5 506 688 500
Assainissement / 2ème C2D	5 506 688 500	0	5 506 688 500
Ministère de l'Hydraulique	23 100 000 000	-14 793 311 500	8 306 688 500
Adduction Eau Gagnoa et Sinfra	7 000 000 000	1 306 688 500	8 306 688 500
Adduction en eau potable / 2ème C2D	16 100 000 000	-16 100 000 000	0
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	12 594 682 777	-2 659 539 199	9 935 143 578
Formation Professionnelle / 2ème C2D	12 594 682 777	-2 659 539 199	9 935 143 578
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	4 370 706 386	-4 370 706 386	0
Fonds d'Etudes-Renforcement des Capacités / 2ème C2D	4 370 706 386	-4 370 706 386	0
Projets PCD	7 295 350 000	-7 295 350 000	0
Primature et Services Rattachés	7 295 350 000	-7 295 350 000	0
Programme de Conversion de Dettes (PCD-CI/Espagne)	7 295 350 000	-7 295 350 000	0
TOTAL	154 885 675 000	43 075 487 842	197 961 162 842

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Représentation Nationale	29 030 739 319	20 263 045 823	28 620 576 645
13001 Représentation Nationale	29 030 739 319	20 263 045 823	28 620 576 645
Sénat	8 504 423 124	7 271 170 354	8 288 108 648
13030 Sénat	8 504 423 124	7 271 170 354	8 288 108 648
Présidence de la République	103 330 336 491	105 599 380 060	150 928 809 132
13002 Présidence de la République	66 597 938 964	52 855 030 682	85 374 887 789
13003 Inspection Générale d'Etat (IGE)	3 367 373 741	2 925 491 482	4 021 953 057
13004 Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance	2 457 989 725	995 485 838	2 412 190 752
13005 Conseil National de Sécurité (CNS)	24 337 114 262	44 863 539 282	51 537 114 262
13006 Autorite Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)	548 071 445	431 825 006	489 049 057
13007 Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	6 021 848 354	3 528 007 770	7 093 614 215
Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	5 551 465 473	4 501 759 446	5 403 663 039
13008 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	5 551 465 473	4 501 759 446	5 403 663 039
Conseil Constitutionnel	2 533 931 718	2 080 981 919	2 434 227 782
13014 Conseil Constitutionnel	2 533 931 718	2 080 981 919	2 434 227 782
Grande Chancellerie	1 683 633 662	1 078 006 382	1 604 321 535
13009 Grande Chancellerie	1 683 633 662	1 078 006 382	1 604 321 535
Primature et Services Rattachés	59 277 476 705	35 092 883 640	59 509 031 703
13010 Primature	17 813 152 058	17 699 678 309	17 699 678 309
13011 Secrétariat Général du Gouvernement	1 687 303 854	1 719 584 025	1 757 727 273
13012 Inspection Générale des Finances - PM	1 124 219 822	691 985 021	1 164 800 572
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	38 652 800 971	14 981 636 285	38 886 825 549

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Médiateur de la République	4 048 271 731	1 974 347 296	3 960 565 050
13933 Médiateur de la République	4 048 271 731	1 974 347 296	3 960 565 050
Commission Electorale Indépendante	79 915 596 308	63 258 514 695	80 954 475 597
13017 Commission Electorale Independante (CEI)	4 057 596 308	3 135 014 695	5 096 475 597
13932 Fonctionnement des Commissions Electorales Locales	6 780 000 000	5 085 000 000	6 780 000 000
13971 Révision de la liste électorale	12 920 000 000	12 920 000 000	12 920 000 000
13972 Organisation des scrutins	56 158 000 000	42 118 500 000	56 158 000 000
Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	4 235 420 516	2 769 257 079	3 640 688 524
13020 Chambre Nationale des Rois	4 235 420 516	2 769 257 079	3 640 688 524
Cour Suprême	8 928 857 523	3 427 889 115	8 557 106 915
13024 Cour Suprême	8 891 657 523	3 411 149 115	8 523 626 915
13026 Conseil Supérieur de la Magistrature	37 200 000	16 740 000	33 480 000
Cour de cassation	459 237 718	324 706 773	551 903 352
13028 Cour de Cassation	459 237 718	324 706 773	551 903 352
Cour des Comptes	3 235 053 796	859 483 660	3 027 559 873
13935 Cour des Comptes	3 235 053 796	859 483 660	3 027 559 873
Parquet Général	1 039 117 996	596 018 166	982 610 844
13029 Parquet Général	1 039 117 996	596 018 166	982 610 844
Parquet Général près la Cour des Comptes	1 523 547 260	660 282 893	1 423 544 737
13934 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 523 547 260	660 282 893	1 423 544 737
Conseil d'Etat	691 251 857	494 633 122	691 251 857
13025 Conseil d'Etat	691 251 857	494 633 122	691 251 857

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère de la Défense	349 405 821 144	183 966 576 109	383 827 676 379
21074 Administration Générale	133 392 715 076	63 009 963 718	133 828 884 072
22075 Défense	141 583 120 391	83 589 401 908	149 351 306 630
22076 Sécurité	74 429 985 677	37 367 210 483	100 647 485 677
Ministère auprès du Président de la République chargé des Relations avec	923 239 823	166 290 429	923 239 823
13023 Ministère auprès du Président de la République chargé des relations avec les	923 239 823	166 290 429	923 239 823
Ministère des Affaires Etrangères	96 857 033 212	15 560 070 248	90 714 831 970
21070 Administration Générale	46 306 522 336	15 033 059 079	41 415 330 866
22071 Relation bilatérale	42 721 350 479	504 005 020	41 582 377 983
22072 Relation multilatérale	7 599 644 397	9 600 000	7 487 607 121
22073 Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	229 516 000	13 406 149	229 516 000
Ministère de l'Economie et des Finances	2 212 431 340 827	1 193 030 811 433	2 272 479 968 082
11018 Dettes intérieures (Intérêts)	252 639 577 518	131 840 000 000	296 862 396 821
11973 Dettes intérieures (Capital)	1 015 067 386 409	455 490 000 000	842 730 840 618
12019 Dettes extérieures (Intérêts)	390 390 565 702	199 790 000 000	463 202 850 573
12974 Dettes extérieures (Capital)	479 004 574 356	209 950 000 000	327 848 843 017
14985 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	0	175 728 000 000	253 000 000 000
21032 Administration Générale	62 115 258 239	15 892 220 219	73 712 606 997
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 486 040 592	305 476 329	1 823 586 455
22034 Trésor et Comptabilité Publique	4 060 938 011	201 614 885	5 631 843 601
23193 Comptes Spéciaux du Trésor	7 667 000 000	3 833 500 000	7 667 000 000

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	326 779 131 347	62 235 889 856	297 937 676 853
21038 Administration Générale	10 065 497 294	3 394 261 465	9 585 770 294
22040 Décentralisation	90 079 641 858	39 792 742 435	78 931 658 388
22041 Administration territoriale et identification	66 697 992 195	19 048 885 956	76 627 519 556
23200 Comptes Spéciaux du Trésor	159 936 000 000	0	132 792 728 615
Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile	165 364 574 101	38 167 171 500	160 146 928 572
21207 Administration Générale	633 270 162	2 290 140 662	43 621 131 792
22039 Sécurité Interieure	157 939 945 344	32 888 306 741	110 034 438 185
22216 Protection civile	6 791 358 595	2 988 724 097	6 491 358 595
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	67 749 179 991	37 623 886 745	80 365 452 203
21044 Administration Générale	57 983 011 766	35 603 343 047	69 025 226 620
22045 Juridictions	3 191 352 118	543 609 782	4 842 011 416
22046 Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de reeducation des mi	6 574 816 107	1 476 933 916	6 498 214 167
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	604 935 748 838	91 552 553 267	511 773 677 651
14970 Dépenses Communes	110 405 274 758	41 413 726 347	131 796 355 864
15022 Divers et imprévus	192 448 024 003	0	86 554 375 742
21083 Administration Générale	69 497 666 866	18 184 838 539	67 130 191 402
22084 Douanes	11 297 044 057	272 520 686	11 981 818 967
22085 Impôts	7 814 646 058	278 438 423	9 144 477 302
22086 Budget	91 051 446 885	30 814 057 566	95 569 313 778
22087 Portefeuille de l'Etat	2 697 146 211	588 971 706	2 747 146 211
23196 Comptes Spéciaux du Trésor	119 724 500 000	0	106 849 998 385

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère du Plan et du Développement	21 582 134 982	11 785 679 056	33 056 776 680
21054 Administration Générale	5 715 997 418	2 812 509 404	12 549 311 385
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	1 737 395 621	4 612 268	2 083 802 168
22056 Aménagement du territoire, développement régional et local	62 216 842	8 542 459	424 466 842
22057 Coordination de l'aide, population et productions statistiques	14 066 525 101	8 960 014 925	17 999 196 285
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	141 816 831 345	55 662 937 795	149 903 699 529
21047 Administration Générale	11 764 465 136	4 402 307 007	13 791 167 994
22048 Productions et Sécurité alimentaire	20 503 337 337	27 989 514 768	30 140 949 430
22049 Développement rural	37 937 307 842	23 271 116 020	37 762 582 105
23190 Comptes Spéciaux du Trésor	71 611 721 030	0	68 209 000 000
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	760 378 911 642	286 027 134 324	747 669 693 576
14988 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	0	0	5 000 000 000
21058 Administration Générale	4 115 869 857	1 455 687 716	7 500 422 702
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	609 177 441 785	222 393 446 608	595 029 270 874
23187 Comptes Spéciaux du Trésor	147 085 600 000	62 178 000 000	140 140 000 000
Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la F	965 783 802 242	596 167 583 039	1 044 702 353 321
21060 Administration Générale	37 578 938 300	11 634 627 861	40 412 918 503
22061 Enseignement préscolaire et primaire	567 642 597 180	431 868 372 809	665 927 805 855
22062 Enseignement secondaire général	350 269 289 971	152 664 582 369	331 584 877 999
22064 Alphabétisation et Education non formelle	441 080 032	0	355 428 381
22219 Enseignement secondaire technique	9 851 896 759	0	6 421 322 583

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	259 844 657 558	130 598 620 009	298 555 570 857
21093 Administration Générale	16 505 652 811	5 751 311 095	14 976 870 290
22094 Enseignement supérieur	201 743 378 430	105 069 396 478	239 352 504 029
22095 Oeuvres universitaires et vie estudiantine	29 074 949 110	15 454 909 634	31 403 588 775
22096 Recherche scientifique et innovation	12 520 677 207	4 323 002 802	12 822 607 763
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	446 035 223 013	164 246 580 334	594 018 706 823
14979 PLAN DE RIPOSTE SANITAIRE CONTRE LE COVID 19	0	26 678 088 986	95 880 000 000
21067 Administration Générale	200 371 755 195	98 126 477 754	214 317 460 328
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	114 440 320 267	35 810 421 948	130 971 946 663
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	129 873 147 551	3 631 591 646	151 345 299 832
23201 Comptes Spéciaux du Trésor	1 350 000 000	0	1 504 000 000
Ministère de la Communication et des Médias	30 801 754 054	15 212 369 350	40 906 944 575
21077 Administration Générale	2 665 948 649	708 193 085	2 794 814 949
22078 Communication et médias	15 985 805 405	14 504 176 265	26 183 129 626
23206 Comptes Spéciaux du Trésor	12 150 000 000	0	11 929 000 000
Ministère de la Fonction Publique	22 790 306 938	7 540 390 402	22 776 523 000
21042 Administration Générale	16 119 458 264	3 623 222 198	16 039 954 599
22043 Fonction Publique	6 670 848 674	3 917 168 204	6 736 568 401
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	336 087 982 175	40 510 513 860	337 861 159 144
14990 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	0	0	2 000 000 000
21035 Administration Générale	4 340 740 208	604 882 233	4 280 205 174
22036 Hydrocarbures	265 000 000	0	220 389 765
22037 Energie	228 065 341 967	39 905 631 627	242 019 564 205
23203 Comptes Spéciaux du Trésor	103 416 900 000	0	89 341 000 000

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	2 636 546 302	1 888 961 081	2 533 805 838
21144 Administration Générale	1 634 397 588	1 364 972 545	1 555 343 693
22145 Intégration Africaine	599 071 749	120 911 571	575 385 180
22146 Ivoiriens de l'exterieur	403 076 965	403 076 965	403 076 965
Ministère des Transports	39 588 469 978	16 068 233 402	104 900 136 225
14987 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	0	0	59 410 000 000
21112 Administration Générale	7 665 592 102	2 969 919 665	7 613 105 472
22113 Transport aérien	22 468 052 737	3 582 592 927	15 668 052 737
22114 Transport terrestre	9 454 825 139	9 515 720 810	22 208 978 016
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Ser	3 103 959 536	809 804 550	3 569 556 539
21065 Administration Générale	2 312 312 536	764 722 138	2 378 076 150
22066 Modernisation de l'Administration	791 647 000	45 082 412	1 191 480 389
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	17 882 646 630	9 796 363 160	21 105 540 193
21079 Administration Générale	2 555 631 630	621 162 781	2 516 567 111
22080 Environnement et développement durable	15 327 015 000	9 175 200 379	18 588 973 082
Ministère des Sports	133 984 786 107	12 607 412 743	112 552 261 704
21081 Administration Générale	10 122 202 605	3 538 884 995	10 102 231 986
22082 Sport	120 362 583 502	9 068 527 748	98 689 029 718
23199 Comptes Spéciaux du Trésor	3 500 000 000	0	3 761 000 000
Ministère des Eaux et Forêts	35 738 607 847	16 191 199 263	35 873 820 936
21088 Administration Générale	26 266 585 911	12 123 644 679	27 244 049 474
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 806 661 966	92 517 738	3 974 056 538
22090 Gestion durable des ressources fauniques	359 555 085	18 586 961	355 486 317
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	4 305 804 885	3 956 449 885	4 300 228 607

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère de la Culture et de la Francophonie	14 324 805 011	5 633 403 500	14 355 766 938
21097 Administration Générale	6 343 427 446	2 518 102 775	6 383 495 304
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	2 809 375 187	1 394 010 353	2 937 736 438
22099 Patrimoine culturel	470 707 714	163 843 242	462 543 780
22100 Enseignement artistique et culturel	2 401 294 664	1 557 447 130	2 390 991 416
23195 Comptes Spéciaux du Trésor	2 300 000 000	0	2 181 000 000
Ministère du Commerce et de l'Industrie	12 008 891 027	3 272 779 434	15 304 475 356
14986 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	0	0	2 040 000 000
21101 Administration Générale	7 098 708 428	1 959 283 643	6 887 819 968
22102 Commerce interieur	1 422 831 950	554 011 619	1 377 268 078
22103 Commerce exterieur	471 129 587	24 000 000	902 680 375
22104 Développement industriel	3 016 221 062	735 484 172	4 096 706 935
Ministère des Mines et de la Géologie	4 035 439 496	433 294 134	3 876 964 100
21106 Administration Générale	3 271 450 473	425 513 893	3 243 646 942
22107 Développement des mines et de la géologie	763 989 023	7 780 241	633 317 158
Ministère du Tourisme et des Loisirs	10 566 267 207	2 723 109 459	7 991 493 166
21108 Administration Générale	3 432 325 352	677 118 039	3 348 973 238
22109 Offre de services du tourisme	767 307 567	143 056 925	674 942 075
22110 Promotion du tourisme	2 528 374 718	1 900 134 495	2 466 318 283
22111 Loisirs	38 259 570	2 800 000	38 259 570
23192 Comptes Spéciaux du Trésor	3 800 000 000	0	1 463 000 000

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	20 138 201 933	3 495 844 448	20 522 617 185
21132 Administration Générale	8 556 705 519	2 753 543 901	8 792 928 866
22133 Développement de l'élevage	1 452 102 886	243 288 643	1 480 292 099
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	9 557 190 458	418 358 384	9 682 856 164
22135 Amélioration de la santé animale, du bien être animal et de l'hygiène public	572 203 070	80 653 520	566 540 056
Ministère de la Femme, de la Famille et de l' Enfant	18 988 723 606	4 435 458 552	20 059 536 995
21118 Administration Générale	12 956 535 865	3 937 966 509	12 953 190 097
22119 Promotion de la Femme et du genre	1 531 880 000	372 580 061	2 051 618 910
22120 Promotion et consolidation de la Famille	432 121 949	56 290 754	413 900 241
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	4 068 185 792	68 621 228	4 640 827 747
Ministère de la Promotion de la Riziculture	1 703 826 598	35 466 000	2 157 665 087
21209 Administration générale	451 500 000	35 466 000	785 891 093
22214 Promotion de la riziculture	1 252 326 598	0	1 371 773 994
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	49 503 512 042	3 412 423 286	43 921 292 104
21125 Administration Générale	2 199 192 770	277 832 802	2 171 023 358
22126 Economie numérique et poste	19 979 319 272	3 134 590 484	17 345 168 746
23205 Comptes Spéciaux du Trésor	27 325 000 000	0	24 405 100 000
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	18 172 738 347	31 825 609 759	37 792 070 893
21127 Administration Générale	3 423 373 539	770 656 023	4 951 790 430
22128 Promotion de la jeunesse	361 757 003	32 045 771	361 757 003
22129 Emploi des jeunes	14 387 607 805	31 022 907 965	32 478 523 460

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	43 582 684 018	14 757 373 518	43 106 028 749
21050 Administration Générale	8 833 935 601	2 699 292 364	8 859 926 188
22051 Foncier et urbanisme	1 648 789 868	1 086 025 515	1 386 229 242
22052 Construction et maintenance	33 099 958 549	10 972 055 639	32 859 873 319
Ministère de l'Artisanat	3 088 028 256	251 668 478	2 697 634 267
21116 Administration Générale	1 026 883 271	251 668 478	994 689 657
22117 Artisanat	2 061 144 985	0	1 702 944 610
Ministère de la Promotion de l'Investissement Privé	11 213 012 055	5 215 347 269	11 134 103 041
21136 Administration Générale	1 598 249 474	191 194 753	1 766 176 869
22137 Promotion de l'investissement privé	9 614 762 581	5 024 152 516	9 367 926 172
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	33 383 685 113	12 249 059 008	33 696 320 692
21150 Administration Générale	17 129 471 679	6 029 933 381	17 372 956 434
22151 Emploi	332 600 000	150 000 000	304 584 772
22152 Travail	402 100 000	10 239 805	380 687 087
22153 Protection sociale	15 519 513 434	6 058 885 822	15 638 092 399
Ministère de la Promotion des PME	2 272 202 606	409 103 691	2 542 976 685
21140 Administration Générale	1 265 853 048	225 244 691	1 265 853 048
22141 Promotion des PME	1 006 349 558	183 859 000	1 277 123 637
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	138 757 358 802	4 339 665 253	140 331 555 866
14991 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	0	0	2 000 000 000
21147 Administration Générale	2 891 937 053	664 286 930	2 891 937 053
22148 Assainissement et drainage	62 401 342 461	3 009 240 000	57 334 427 108
22149 Salubrité et lutte contre les nuisances	1 614 079 288	666 138 323	18 231 518 705
23204 Comptes Spéciaux du Trésor	71 850 000 000	0	59 873 673 000

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pa	30 606 281 906	28 667 848 934	47 331 049 129
21122 Administration Générale	2 471 746 165	372 093 457	2 431 127 068
22123 Solidarité et cohésion sociale	1 775 728 884	741 161 064	1 723 993 364
22124 Lutte contre la pauvreté	26 358 806 857	27 554 594 413	43 175 928 697
Ministère de l'Hydraulique	113 689 977 723	42 642 518 927	113 079 855 310
21130 Administration Générale	2 346 861 916	503 537 368	3 934 516 706
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	111 343 115 807	42 138 981 559	109 145 338 604
Ministère de la Ville	1 544 647 621	430 128 299	1 604 841 906
21092 Administration Générale	1 212 647 621	166 702 076	1 212 647 621
22154 Cadre de vie urbain	332 000 000	263 426 223	392 194 285
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Coordination des Grand	1 000 000 000	800 000	981 891 093
21217 Administration Générale	1 000 000 000	800 000	981 891 093
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseign	104 395 813 775	17 379 376 339	94 169 223 530
21210 Administration générale	1 343 260 567	220 559 155	1 585 789 812
22063 Formation professionnelle	75 052 553 208	17 158 817 184	70 630 433 718
23191 Comptes Spéciaux du Trésor	28 000 000 000	0	21 953 000 000
Ministère des Affaires Maritimes	19 509 880 617	214 485 249	19 702 752 329
21213 Administration générale	401 500 000	56 090 061	542 391 093
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	19 108 380 617	158 395 188	19 160 361 236
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	6 443 151 439	546 396 208	1 923 698 331
21208 Administration générale	401 500 000	78 314 199	461 051 093
22221 Renforcement des capacités	6 041 651 439	468 082 009	1 462 647 238

Annexe 6 : Situation d'exécution du budget à fin juin 2020

Montants FCFA

PROGRAMMES/DOTATIONS	Budget Voté	Exécution fin juin	Prévision fin décembre
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enf	1 720 334 370	460 558 165	1 230 653 360
21211 Administration générale	401 500 000	32 487 246	478 855 000
22218 Autonomisation des femmes	1 318 834 370	428 070 919	751 798 360
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et d	38 518 865 072	6 543 684 555	21 680 756 165
21212 Administration générale	401 500 000	21 367 240	483 391 093
22220 Logement social	38 117 365 072	6 522 317 315	21 197 365 072
Secrétariat d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de	3 285 907 388	895 892 055	3 424 278 884
21142 Administration Générale	1 572 047 687	132 149 169	1 533 817 771
22143 Droits de l'homme	1 713 859 701	763 742 886	1 890 461 113
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	2 068 043 973	763 662 533	2 036 938 941
21138 Administration Générale	928 439 407	425 672 789	896 245 793
22139 Service civique	1 139 604 566	337 989 744	1 140 693 148
TOTAL DEPENSES	8 061 013 330 830	3 428 704 349 431	8 415 390 885 808